

## INVITATION PRESSE



## TAXER LES MULTINATIONALES : UNE REVOLUTION POUR DEMAIN ?

Conférence de presse  
**Jeudi 19 septembre 2019**  
14h30-16h00

*Ecole d'économie de Paris : 48 boulevard Jourdan, 75014 Paris (Salle 01.13, au 1<sup>er</sup> étage)*

**Joseph E. Stiglitz**, prix Nobel d'Economie, professeur d'économie à l'université Columbia, membre de l'ICRICT

**Thomas Piketty**, directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, co-directeur du World Inequality Lab à l'Ecole d'économie de Paris, membre de l'ICRICT

**Irene Ovonji-Odida**, Membre du groupe de travail sur les flux financiers illicites de l'Union panafricaine des avocats, et de l'ICRICT

**Jayati Ghosh**, professeure d'économie à l'Université Jawaharlal Nehru, à New Delhi, membre de l'ICRICT

Modératrice : **Susana Ruiz Rodriguez**, responsable Justice fiscale chez Oxfam International

Merci de confirmer votre présence par mail à [olivia.ronsain@psemail.eu](mailto:olivia.ronsain@psemail.eu)

La réforme internationale de la taxation des entreprises est peut-être en train de prendre un tournant historique. Désormais toutes les institutions clés – FMI, OCDE, Nations Unies, G20 et dernièrement le G7 – reconnaissent que les règles du système fiscal international ne fonctionnent plus et qu'il faut les réparer. La digitalisation de l'économie a participé de l'accélération de cette prise de conscience en même temps qu'elle a rendu complexes les solutions à mettre en œuvre pour taxer des entreprises qui opèrent dans des pays sans y avoir de présence physique.

Les multinationales payent moins d'impôts qu'avant la crise financière de 2008 et elles continuent de transférer artificiellement jusqu'à 40 % de leurs bénéfices réalisés à l'étranger dans des paradis fiscaux. Selon Gabriel Zucman (Université de Berkeley et co-directeur du World Inequality Lab), **le manque à gagner pour les Etats se chiffre à 350 milliards d'euros par an, dont 120 milliards pour l'Union européenne et 20 milliards pour la France.**

En juin dernier, les ministres des Finances du G20 ont donné le feu vert à une nouvelle série de négociations sur la réforme internationale de la fiscalité des entreprises (appelée « BEPS 2.0 ») menée par l'OCDE (l'Organisation pour la coopération et le développement économique) et les chefs d'Etats du G7 ont, à Biarritz, confirmé leur confiance dans ce processus.

- Comment s'attaquer à l'évasion fiscale des multinationales et en finir avec le nivellement par le bas de l'impôt et la compétition fiscale ?
- Quels sont les enjeux de la réforme internationale en cours à l'OCDE et à quoi une taxation minimale au niveau internationale pourrait ressembler ?
- Quelle place pour les pays en développement dans les négociations ? Comment permettre aux pays pauvres de collecter leur juste part de recettes fiscales pour combattre la pauvreté et les inégalités ?

Un mois avant un G20 Finances décisif le 17 octobre, en marge des Assemblées Annuelle du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale, l'ICRICT, Oxfam, le CCFD-Terre Solidaire et le World Inequality Lab vous proposent d'échanger avec quatre économistes membres de l'ICRICT (la Commission indépendante pour la réforme de la fiscalité internationale des entreprises).

### **Contacts presse :**

ICRICT : Lamia Oualalou – 07 72 37 10 98 (WhatsApp : +52 1 5554 0809 74) - [loualalou@gmail.com](mailto:loualalou@gmail.com)

Oxfam : Pauline Leclère – 07 69 17 49 63 - [pleclere@oxfamfrance.org](mailto:pleclere@oxfamfrance.org)

PSE/WIL : Olivia Ronsain – 07 63 91 81 68 - [olivia.ronsain@psemail.eu](mailto:olivia.ronsain@psemail.eu)

CCFD-Terre Solidaire : Louis Moreau – 06 66 12 33 02 – [l.moreau@ccfd-terresolidaire.org](mailto:l.moreau@ccfd-terresolidaire.org)

### **Notes aux rédactions**

A propos de l'ICRICT : La Commission indépendante pour la réforme de la fiscalité internationale des entreprises (ICRICT) a pour objectif de promouvoir une discussion plus large et plus inclusive dans le domaine des règles fiscales internationales –, de considérer les réformes fiscales selon une perspective servant l'intérêt public plutôt que les avantages nationaux, ainsi que d'œuvrer en faveur de solutions fiscales justes, efficaces, durables et favorables au développement. <https://www.icrict.com/>

- Lire le dernier rapport de l'ICRICT sur la lutte contre l'évasion et l'optimisation fiscale : [BEPS 2.0: Quels sont les résultats du processus BEPS de l'OCDE et à quoi devrait ressembler une véritable réforme ?](#)
- Oxfam a publié au mois de juillet une note d'analyse sur les négociations en cours à l'OCDE sur la réforme BEPS 2.0 : [BEPS 2.0 : une révolution fiscale mondiale ?](#)
- Le CCFD-Terre Solidaire a publié en juillet une note d'analyse sur les enjeux des négociations en cours à l'OCDE et les éléments clés pour une réforme du système fiscal : [Pour une réforme juste du système fiscal international](#)
- Gabriel Zucman a publié un article dans *Le Monde*, « [40 % des profits des multinationales sont délocalisés dans les paradis fiscaux](#) », 7 novembre 2017.